

Sabine BERGER, doctorante à Paris 4

*Les commandes architecturales des conseillers du
roi de France (fin du XIII^e – début du XIV^e siècle)*

Mes recherches doctorales, entamées en 2005, portent sur l'action édilitaire et artistique de l'entourage politique du roi de France sous les règnes des derniers Capétiens, Philippe III le Hardi, Philippe IV le Bel et les trois fils de ce dernier, Louis X le Hutin, Philippe V le Long et Charles IV le Bel, soit une soixantaine d'années, de 1270 à 1328.

J'organiserai ma communication en deux temps : une première partie consacrée à la définition de mon sujet de thèse suivie d'un bref état de la question et d'un bilan documentaire plus détaillé permettant d'entrevoir la diversité des sources utilisées, et une seconde partie dans laquelle je mettrai l'accent sur une étape préliminaire au travail de synthèse mené lors de la rédaction, l'inventaire des édifices construits par les conseillers royaux et le classement des données collectées au sein de notices individuelles – les principaux axes de recherche seront énoncés en toute fin de ce rapide exposé.

1. Définition du sujet et état de la question :

1. 1. Choix du sujet :

L'action des conseillers du roi de France dans le domaine des arts autour de 1300 a déjà été examinée dans un certain nombre d'écrits, mais il n'existe à ce jour aucune synthèse sur le sujet. Le règne de Philippe le Bel, et dans une moindre mesure celui de son père, ont fourni matière à de nombreuses études historiques s'attachant à comprendre la mise en place progressive de structures politiques, administratives et judiciaires nouvelles : l'époque correspond en effet à la naissance de l'État et au développement d'organes spécialisés dont sont issus la majorité des personnages que j'étudie. L'importance de cette période pour l'histoire des institutions françaises est indiscutable et se reflète dans le grand nombre d'ouvrages et d'articles produits depuis plus de deux siècles. En comparaison, peu de travaux ont été réalisés sur la production artistique contemporaine, trop longtemps mésestimée et pourtant florissante¹.

Les critères de sélection de la population retenue pour l'étude ont été multiples : parmi eux, la participation à l'élaboration ou à l'exécution de la politique royale, la nature des missions effectuées pour le souverain, la présence au Conseil, mais également les titres et qualificatifs, souvent révélateurs, portés par les individus. La difficulté majeure résidant dans la définition même du terme de « conseiller », des hommes aux profils et aux fonctions très variés ont été pris en compte dans le but de disposer d'un échantillon représentatif du personnel employé par le roi de France autour de 1300.

Le nombre d'individus susceptibles d'être intégrés au corpus étant dès lors particulièrement important, il est apparu indispensable de restreindre la période d'étude aux seuls règnes des derniers Capétiens directs, de l'avènement de Philippe III le Hardi en 1270 à la fin du règne de Charles IV le Bel en 1328. Ces limites chronologiques ont également été choisies pour pouvoir s'attacher à la compréhension des prémices d'un véritable phénomène, l'implication croissante des conseillers du roi dans le domaine de la construction de résidences, des fondations à vocation sépulcrale et de la commande d'œuvres d'art. Des exemples antérieurs existent cependant (fondation de monastères, construction de châteaux, etc.) et doivent être signalés afin de relativiser la nouveauté de ces comportements : en effet, par dévotion, par nécessité sociale, pour manifester leur réussite ou perpétuer leur mémoire, les serviteurs du roi ont régulièrement bâti et passé commande. Un rapide examen de l'action des officiers royaux sous les premiers Valois a révélé des attitudes similaires et une même diversité des commandes, par ailleurs très nombreuses : le mécénat des serviteurs du roi dans la seconde moitié du XIV^e siècle, qu'il s'agirait de confronter à celui de leurs prédécesseurs pour une meilleure connaissance du phénomène, nécessiterait une étude spécifique.

La définition des limites géographiques a été plus aisée puisque, de façon logique, le royaume de France et ses marges constituent le cadre de l'enquête.

1.2. État de la question :

Ce n'est que depuis une dizaine d'années, avec la parution d'articles de fond et d'ouvrages visant à combler cette lacune, que l'art du début du XIV^e siècle est mieux représenté dans la littérature scientifique. Cependant, si le mécénat des derniers Capétiens a récemment fait l'objet d'études très poussées, si les bâtiments majeurs construits sous leurs règnes sont à présent mieux connus², la question plus spécifique de la place de l'entourage politique du roi (les personnalités les plus emblématiques tout comme la multitude d'officiers et d'agents occasionnels du souverain) dans l'activité édilitaire et artistique de l'époque n'a été qu'effleurée. Des études approfondies, majoritairement à caractère monographique, ont néanmoins vu le jour et leur apport à notre connaissance de l'art des années 1300 comme à celle du rôle joué par les serviteurs du roi dans l'activité artistique de ce temps est essentiel.

L'ouvrage que Dorothy Gillerman a consacré à la collégiale fondée par le chambellan Enguerran de Marigny à Ecouis³ compte sans nul doute parmi les principaux travaux relatifs au « mécénat » des officiers royaux et plus généralement, à l'art et à l'architecture du XIV^e siècle en France. L'église, à finalité funéraire, et son célèbre commanditaire, y sont étudiés précisément : genèse du projet, description et analyse architecturale de l'édifice, présentation de la statuaire, édition de la charte de fondation. Il convient toutefois de souligner que cette étude doit beaucoup à l'important bilan sur l'action de bâtisseur d'Enguerran de Marigny dressé par Louis Régnier en 1913 ; celui-ci avait par ailleurs adjoint à son travail magistral sur la collégiale d'Ecouis des compléments substantiels sur les manoirs du conseiller de Philippe le Bel dans le Vexin français.

L'action des conseillers du roi dans le domaine de la construction religieuse a également été examinée par Isabelle Isnard, qui a réalisé en 1997 un mémoire de D.E.A. sur la collégiale de Mussy-sur-Seine⁴, édifice original dont l'attribution au panetier et bailli Guillaume de Mussy est encore discutée. Cet état des recherches menées sur le monument depuis le XIX^e siècle, qui accorde une grande place à la question de l'identification des édifices ayant pu servir de modèles à la collégiale, est complété par un recensement des statues et des vitraux anciens. Récemment, Bruno Klein s'est également intéressé à l'architecture de la collégiale de Mussy pour laquelle il a proposé des références particulièrement convaincantes à l'échelle régionale.

D'autres fondations pieuses à vocation sépulcrale réalisées par des conseillers royaux ont attiré l'attention des chercheurs : Anne Courtillé s'est penchée par exemple sur le cas de la chapelle bâtie par le chancelier et archevêque de Narbonne Gilles Aycelin à Billom⁵, et Pierre Lacroix sur celui de la collégiale Sainte-Marie de La Chapelle-Taillefert fondée par le chancelier et cardinal Pierre La Chapelle-Taillefert⁶, un édifice également signalé par Claude Andrault-Schmitt dans le volume des Monuments de la France gothique consacré au Limousin.

L'entourage politique des derniers Capétiens fut très actif dans le secteur de la construction civile et militaire, comme en témoignent les nombreux manoirs, châteaux et autres ouvrages fortifiés subsistants ou dont la mention a été relevée dans les textes. Plusieurs de ces édifices ont bénéficié d'études minutieuses, comme celles d'Herveline Delhumeau sur le château de Farcheville, bâti par le chambellan Hugues II de Bouville⁷, ou de Bruno Phalip sur le château de Ravel et ses peintures héraldiques, commande du chancelier Pierre Flote⁸. Lucien Bayrou s'est intéressé quant à lui au château languedocien d'un sénéchal de Carcassonne, Guillaume de Pian, auquel il a consacré un article⁹ : l'intervention de maîtres d'œuvre royaux est perceptible sur ce chantier, une hypothèse formulée par l'auteur et étayée de comparaisons pertinentes avec l'architecture des forteresses royales des Corbières.

Il faut enfin citer le travail exemplaire de Christian Rémy sur les entreprises architecturales de Géraud de Maulmont, clerc du roi d'origine limousine à la fin du XIII^e siècle¹⁰. Cet individu à la carrière

complexe posséda un patrimoine impressionnant et fit construire, sur une période relativement courte, plusieurs châteaux qui présentent des similitudes frappantes. Pour autant, aucun travail de synthèse sur ces édifices, parfois très éloignés les uns des autres, n'avait été mené jusque là. La démarche de l'auteur, qui consiste en une étude conjointe des sources écrites les plus diverses et des bâtiments conservés en élévation, dont plusieurs ont été fouillés, est un modèle d'analyse qui allie histoire, histoire de l'art et archéologie du bâti. Christian Rémy prolonge la réflexion par des développements très stimulants sur les motivations de ce clerc du roi qui disposait de moyens financiers particulièrement importants. Il aborde en outre les problèmes de restitution architecturale, certains édifices étant fortement endommagés voire partiellement détruits. A l'instar d'autres travaux sur les édifices bâtis par des serviteurs du roi de France, cette étude porte un éclairage particulier sur un pan non négligeable de la commande émanant d'un milieu en plein essor à partir du dernier quart du XIII^e siècle.

Les commandes architecturales et artistiques des conseillers royaux ne sont donc pas méconnues. Elles ont été l'objet de plusieurs travaux d'une grande finesse qui constituent le socle de cette étude et dont la richesse des points de vue a nettement alimenté ma propre réflexion. Ces commandes très diverses, passées par des individus dont le principal point commun est le service du roi, se devaient d'être confrontées les unes aux autres, mises en rapport avec l'activité édilitaire et artistique royale et replacées dans le contexte de la création artistique à l'aube du XIV^e siècle.

1.3. Bilan documentaire :

De très nombreux travaux permettent de rassembler des éléments relatifs aux entreprises architecturales, aux possessions, aux commandes artistiques ainsi qu'à la culture et à la piété des serviteurs du roi aux XIII^e et XIV^e siècles. Dans une masse documentaire aussi riche, le recensement des références bibliographiques a été facilité par l'existence d'instruments de travail tels que l'ouvrage de Carla Lord (*Royal French patronage of art in the fourteenth century : an annotated bibliography*, Boston, 1985), qui propose un classement thématique des sources, ouvrages et articles traitant de toutes les formes du mécénat royal, princier, mais également nobiliaire s'exerçant dans l'ancien royaume de France du règne de Philippe le Bel à celui de Charles VI.

Parmi les sources médiévales, le Trésor des Chartres renferme des pièces de premier plan dont la teneur est exposée dans les analyses des actes composant les inventaires des registres¹¹ : confirmations de fondations religieuses, dons de terres, confiscation de biens immobiliers, les mentions recensées grâce aux inventaires sont infiniment précieuses. Des informations de première main sont également livrées par les sources imprimées : cartulaires¹², livres de raisons, testaments¹³ et inventaires après décès, chroniques.

L'apport des travaux des historiens de l'époque moderne est considérable : généalogies¹⁴, biographies, histoire des grands corps de l'État, ces ouvrages souvent denses fournissent des renseignements fondamentaux sur la vie et la carrière des officiers royaux, mais aussi sur leur activité de bâtisseur et de commanditaire d'œuvres d'art. La plupart des sources auxquelles ces auteurs ont eu accès ont disparu, et les informations sont parfois difficilement vérifiables (lieu d'inhumation d'un individu, réalisation d'un édifice aujourd'hui détruit). Cependant, en l'absence de tout autre document pouvant les corroborer, ces données doivent être prises en compte.

Une grande diversité d'ouvrages renferme des mentions plus ou moins détaillées d'édifices ou d'œuvres d'art commandés par l'entourage politique royal. Les récits de voyages¹⁵, les descriptions historiques et archéologiques de Paris et des provinces françaises de même que les ouvrages retraçant l'histoire de grands monuments aujourd'hui disparus ou fortement remaniés¹⁶ peuvent être mis à profit.

Les travaux d'érudition des XIX^e et XX^e siècles regorgent d'indications précieuses pour le recensement des différentes formes d'interventions du personnel politique dans le domaine artistique sous le règne des derniers Capétiens : monographies d'édifices, histoire des villes ou des circonscriptions ecclésiastiques, recueils de monuments ou d'œuvres d'art, dictionnaires topographiques, répertoires archéologiques, articles parus dans les bulletins et mémoires de sociétés savantes¹⁷ permettent de collecter de nombreux exemples de l'action des conseillers du roi. L'abondance des pièces d'archives consultées par les auteurs et la précision des descriptions et des analyses contenues dans ces ouvrages, fréquemment accompagnés d'annexes fort utiles, en font une source d'informations incontournable. Quelques manuels et ouvrages de synthèse sur l'art du XIV^e siècle, parus au milieu du XX^e siècle, peuvent également être utilisés¹⁸.

Dans le dernier quart du XX^e siècle, les écrits accordant une place de plus en plus importante à l'art des années 1300 se sont multipliés. Cet intérêt croissant pour les derniers Capétiens est sensible depuis la présentation, en 1998, de la production artistique au temps de Philippe le Bel aux Galeries nationales du Grand Palais à Paris (*L'art au temps des rois maudits : Philippe le Bel et ses fils*, catalogue de l'exposition tenue aux Galeries nationales du Grand Palais du 17 mars au 29 juin 1998, Paris, 1998). Parmi les travaux les plus récents, les actes de manifestations scientifiques liées ou non à l'organisation de grandes expositions, les études monographiques¹⁹ et les synthèses régionales, les dictionnaires, les mémoires universitaires et les thèses de doctorat apportent des informations très appréciables qui complètent, sans les remettre toujours en cause, les travaux des chercheurs et des érudits d'avant-guerre.

Il ne faut donc pas nécessairement être à la recherche des seules études portant sur le « mécénat » (un terme d'ailleurs peu approprié) des serviteurs du roi, mais puiser dans la production écrite existante les éléments qui alimenteront l'inventaire. La pluralité des moyens de collecte

des informations est notable, mais ce bilan documentaire ne saurait être complet si l'on omettait de signaler l'apport capital de l'archéologie, l'existence de fonds d'archives de sociétés spécialisées dans l'étude du patrimoine et, enfin, les possibilités offertes par les bases de données, principalement celles développées par le ministère de la Culture (Mérimée, Palissy et Mémoire) répertoriant édifices et œuvres classés ou inscrits à l'Inventaire des Monuments Historiques.

2. Méthodologie :

2.1. Inventaire et analyse comparée des édifices :

Le rassemblement des données a été un travail de longue haleine en raison de la dispersion de celles-ci au sein d'une grande variété de documents – la bibliographie relative au sujet est de ce fait très importante. Il est enthousiasmant de constater depuis le début de l'enquête l'existence de nombreux vestiges et témoignages de l'action édilitaire et artistique des conseillers du roi dans le paysage monumental actuel. En croisant textes et investigations in situ, de nombreux bâtiments et œuvres ont pu être repérés, en particulier des chapelles et des pierres tombales. Un mémoire de D.E.A. réalisé en 2004-2005 a constitué un premier travail de défrichage où m'est apparu l'intérêt d'une réflexion globale sur la nature et la signification des commandes architecturales et artistiques passées par l'entourage politique du roi de France entre 1270 et 1328.

Parallèlement à la détermination des principaux axes de recherche présentés ci-après, un inventaire systématique de toute trace de l'action de bâtisseur et de commanditaire des conseillers du roi a été lancé : la fiche-type présentée ici a été élaborée, modifiée et affinée à l'issue de plusieurs années de recherches. Recueillir le plus grand nombre d'indications possible permet en effet de disposer d'un matériau suffisamment solide pour nourrir le questionnement et de limiter les erreurs d'interprétation. Ces indices (monuments et œuvres d'art afférentes ou non) ont pu être classés selon trois procédés révélant des facettes différentes de l'action des conseillers royaux :

- une répartition classique par type de réalisation (construction, commande artistique, mais aussi culture et spiritualité, intégrant des données relatives à la formation et aux goûts de l'individu comme aux diverses manifestations de sa piété) ;
- un classement par destination (action privée ou action « publique », regroupant les constructions et fondations destinées à l'usage propre du conseiller et de sa famille ainsi que les commandes monumentales et artistiques passées dans le cadre de ses fonctions politiques, administratives ou ecclésiastiques) ;
- enfin, un classement par degré d'intervention (construction ex-nihilo, réédification totale ou partielle, adjonctions, décoration d'un édifice venant d'être acquis, achèvement d'un projet par un tiers, simples possessions sans mention explicite de travaux).

2.2. Aperçu des principaux axes de recherche :

La compréhension des caractéristiques de l'action édilitaire et artistique des conseillers royaux constitue le principal objectif de cette étude. Il convient en effet de s'interroger sur l'existence d'une spécificité de l'action de l'entourage politique du roi par rapport à celle d'autres milieux (sociaux, politiques, etc.) à la même époque, ce qu'une confrontation avec les commandes royales, princières et nobiliaires contemporaines aidera à déterminer. La réflexion s'oriente également vers une identification des différentes influences subies par ces individus, en amont de leurs commandes artistiques et de l'accomplissement de leurs projets architecturaux. Enfin, la question de l'impact de cette action sur la production artistique du temps, et notamment sur la création architecturale, apparaît essentielle.

¹ Ex. : parmi les ouvrages les plus anciens, SCHÜRENBERG (Lisa), *Die kirchliche Baukunst in Frankreich zwischen 1270 und 1380*, Berlin, 1934, et parmi les productions les plus récentes, GAJEWSKI (Alexandra), OPACIC (Zoé) (éd.), *The Year 1300 and the Creation of a New European Architecture*, Londres, 2007 (Architectura Medii Aevi, 1).

² Ex. : DAVIS (Michael T.), « Les visages du roi : les projets d'architecture de Philippe le Bel », *1300... L'art au temps de Philippe le Bel. Actes du colloque international, Galeries nationales du Grand Palais, 24 et 25 juin 1998*, éd. Danielle Gaborit-Chopin et François Avril, Paris, 2001, p. 185-202 (Rencontres de l'Ecole du Louvre, 16).

³ GILLERMAN (Dorothy), *Enguerran de Marigny and the church of Notre-Dame at Ecouis, art and patronage in the reign of Philip the Fair*, Pennsylvania Park, 1994.

⁴ ISNARD (Isabelle), *La collégiale de Mussy-sur-Seine (Aube), une fondation privée vers 1300*, mémoire de D.E.A d'histoire de l'art à l'université Paris IV-Sorbonne, dir. Anne Prache et Dany Sandron, 1997.

⁵ Ex. : COURTILLÉ (Anne), « Les peintures murales de la chapelle du Rosaire à l'église Saint-Cerneuf de Billom », *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne*, 1977, p. 217-238.

⁶ Ex. : LACROIX (Pierre), « Les émailleurs du tombeau de Pierre de La Chapelle-Taillefer », *Mémoires de la Société des sciences naturelles, archéologiques et historiques de la Creuse*, t. 45, 1^{er} fasc., 1993, p. 156-158.

⁷ DELHUMEAU (Herveline), « Farcheville. Un château "méridional" en Ile-de-France. Quelques données nouvelles sur la construction médiévale », *Bulletin monumental*, t. 151, 1993, p. 279-292.

⁸ PHALIP (Bruno), « Le château de Ravel », *Congrès archéologique de France*, 2000, p. 325-332.

⁹ BAYROU (Lucien), « Essai sur le château de la Roquette (ou de Viviourès) », *Travaux offerts à Marcel Durliat. De la création à la restauration*, Toulouse, 1992, p. 411-421.

¹⁰ RÉMY (Christian), « Châluçet et les châteaux de maître Géraud de Maulmont », *Bulletin monumental*, t. 159, 2001, p. 113-141.

¹¹ Ex. : GLÉNISSON (Jean), GUEROUT (Jean), *Registres du Trésor des chartes. Inventaire analytique*, t. I : *Règne de Philippe le Bel*, dir. Robert Fawtier, Paris, 1958 (Archives nationales : inventaires et documents).

¹² Ex. : FAVIER (Jean), *Cartulaire et actes d'Enguerran de Marigny*, Paris, 1965.

- ¹³ Ex. : AUBERT DE LA FAIGE (commandant Genest Emile), *Le testament de Gilles Aycelin de Montaigu, archevêque de Narbonne, puis de Rouen, chancelier de Philippe-le-Bel*, Riom, 1898.
- ¹⁴ Ex. : ANSELME DE SAINTE-MARIE (P.), *Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France, des pairs, des grands officiers de la Couronne et de la maison du roy et des anciens barons du royaume avec les qualités, l'origine, les progrès et les armes de leurs familles*, cont. par Honoré Caille, sieur du Fourny, éd. P. Ange de Sainte-Rosalie et Simplicien, 9 t., 3^e éd., Paris, 1726-1733.
- ¹⁵ Ex. : NICOLAY (Nicolas de), *Description générale du Bourbonnais en 1569, ou Histoire de cette province (villes, bourgs, châteaux, fiefs, monastères, familles anciennes, etc.)*, publié et annoté par les soins de M. le comte Maurice d'Irisson d'Hérisson, Moulins, 1875, ch. XXXIV : « Du chastel et chastellenie de Belleperche », p. 43-44.
- ¹⁶ Ex. : MILLIN (Aubin-Louis), *Antiquités Nationales. Recueil de monuments pour servir à l'Histoire générale et particulière de l'Empire françois, tels que tombeau, Inscriptions, statues, vitraux, fresques etc., tirés des abbayes, monastères, châteaux et autres lieux devenus domaines nationaux*, 5 vol., Paris, 1790-1799.
- ¹⁷ Ex. : LEFEVRE (L.-E.), « La peinture historique du palais royal d'Etampes (1307), avec un appendice sur les peintures de la chapelle de Farcheville (1304) », *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, t. XXVI, 1908, p. 1-36.
- ¹⁸ Ex. : LEFRANCOIS-PILLION (Louise), *L'art du XIV^e siècle en France*, Paris, 1954.
- ¹⁹ Ex. : MESQUI (Jean), « Farcheville », *Ile-de-France gothique*, t. 2 : *Les demeures seigneuriales*, Paris, 1988, p. 187-196.